

LE MONDE LIBERTAIRE

2€

ISSN 0026-9433

« Combien faut-il d'électeurs pour changer une ampoule ?
Aucun. Les électeurs ne peuvent rien changer. »

David Graeber

N° 1568

du 15 au 21 octobre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

Le social

à la ramasse



Budget 2010

Y'en aura pas pour tout le monde

page 3

Scrutin postal

Deux articles, pour le prix d'une votation

pages 7 et 9

Profs au piquet

Les sanctions pleuvent contre les profs désobéisseurs

page 8

Expulsions

Historique des expulsions au fil des républiques

page 9

M 02137 - 1568 - F: 2,00 €



Sommaire



Votation... et après ?, par M. Dinocera, page 5

Les **brèves** de la mi-octobre, page 6

La Poste à la une, par A. Laverdure, page 7

Les profs **au piquet**, par M. Quoniam, page 8

La République du **droit d'expulser**, par M. Rajsfus, page 9

La petite sirène et **le climat**, par N. Baillargeon, page 12

De la notion de **label**, par C. Cetti, page 14

Asociación Nuevo Ruesta, par D. Pinós, page 15

Prophétie à la baille, par N. Potkine, page 18

L'Espagne **rouge et noire**, par A. Bernard, page 19

Fracture sociale! , par L. Krokaga, page 20

La **vie du mouvement**, page 21

Radio libertaire, tous les programmes, page 22

L'agenda, toutes les dates, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

France

et DOM-TOM

Étranger

3 mois, 13 n^{os}

20 €

27 €

6 mois, 25 n^{os}

38 €

46 €

1 an, 45 n^{os}

61 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Glanées sur les ondes et des papiers journaux qui ont échappé aux épluchures de pomme de terre, quelques nouvelles fraîches à défaut d'être surprenantes. Un fromage râpé avec seulement 20 % d'emmenthal, dénoncé au vu du code barre par une de ces si humanistes « caissières aélectroniques ». 63,7 % des Irlandais votards se sont fait avoir. Un Somalien venu déposer des fonds à sa banque est adroitement retenu par un caissier malin, le temps que les condés viennent le jeter en camp de rétention. 18 % de plus de macchabées sur les routes. La Tolérance-zéro ne suffit plus. Que faire? On pourrait p'têt obliger les gens à aller au talbin en bus et à acheter des 4x4 puis à rouler sur des circuits payants pendant leur RTT. Xavier Darcos enfourche son bidet de chevalier blanc contre la « souffrance au travail ». La souffrance va bientôt être interdite et les chialeurs punis d'amende. Cynisme absurde. Comme si les médias et lui ne savaient pas que les méthodes managériales et l'appétit de profit en étaient responsables; au XVII^e siècle on appelait ce genre de posture hypocrite un « cautère sur une jambe de bois »; on dit aujourd'hui un titata. Le Bienfaiteur, élu sur des promesses de ne créer aucun impôt, doit reconnaître comme le lui suggèrent les pétroliers, que la taxe-carbone déboule sur une augmentation du précieux litre à la pompe d'au bas mot 10 % en 2010. Encore un coup ce ces salops d'écologues! F. Mitterrand, contorsionniste libéral et globe trotter fripon, arrive à réconcilier sur son dos Léo Hamon et Marine Le Pen. On fête à grand bruit l'anniversaire de la chute du mur de Berlin. La démocratie, c'est pas au point mais y'a rien de mieux! A quand l'anniversaire-de la fin de l'économie de marché, de l'abolition du salariat, de la révolution autogestionnaire! Finkelkraut, l'universitaire qui rit quand il se brûle, se lâche sur Radio-Paris; empesé de morgue élitiste, il pourfend la populace illettrée. La bouche gourmande et le reste à l'avenant peut-être, il s'offre en martyr, tel Bambi, tel Polanski, à la justice des peuples ignares et ennemis de la Kulture. Barack Obama, enfin, reçoit le Nobel de la Paix pour ses vastes promesses et contre pas mal de lobbies à fric. Dans cette caverne glauque qui sue l'angoisse et la rapacité, quel archéologue du futur, à la lueur d'une bonne vieille lampe à acétylène (il n'y aura plus d'électricité nucléaire depuis belle lurette), découvrira comme autant de gravures rupestres les excès de cette drôle de triste époque? Lui qui aura sans doute connu les effets jubilatoires d'une révolution apocalyptique ou mieux d'un chambardement à base de solidarité et d'action directe, lui qui aura appris à lutter sans dominer.

Potage gras pour les riches et soupe maigre pour les autres



Alen Somiador

LA PRÉSENTATION DU BUDGET 2010 à l'Assemblée nationale le 29 septembre par Éric Woerth et Christine Lagarde a fourni à ces deux pitres l'occasion de se livrer à une nouvelle opération d'enfumage des esprits.

La « philosophie » contenue dans la prestation des deux sinistres consistait à faire passer le message suivant: certes, l'heure est grave, mais nous vous promettons que dès 2010 le bateau France ne tanguera plus.

Nos duettistes nous somment d'applaudir un « budget de sortie de crise », budget à même de provoquer un « choc de compétitivité ».

Ayant abondamment touillé le marc de café, les deux menteurs affirment que la croissance devrait atteindre 0,75 % en 2010 (pour mémoire, une chute de 2,25 % est le scénario le plus probable pour l'année en cours).

Invitons les chiffres à parler. Selon les deux pythies, le déficit public devrait tutoyer les 116 milliards d'euros (8 % du PIB). Notons qu'il avoisinera les 141 milliards en 2009. La dette publique atteint déjà plus de 1428 milliards d'euros (74 % du PIB) mais elle est appelée à croître

encore. Voilà qui fera un excellent argument pour mieux entonner le discours sur « les sacrifices nécessaires si on ne veut pas plomber l'avenir de nos enfants », n'en doutons pas.

Toujours concernant la dette (prolifère mamelle qui nourrit les marchés et donc les spéculateurs et rentiers de tous poils), la France paiera 42,4 milliards d'euros d'intérêts en 2010. Par comparaison, l'impôt sur les sociétés devrait rapporter entre 28,2 et 35,3 milliards d'euros, contre une cinquantaine en 2008.

La moitié des dépenses publiques n'est pas financée par des recettes mais par la dette publique (État, Sécurité sociale et collectivités locales).

In fine, le total des recettes atteindrait 267,2 milliards d'euros, dont 252,3 issus des impôts, selon le dégroupage qui suit. Les recettes de TVA alimenteraient les caisses à hauteur de 126 milliards d'euros. Pour sa part, l'impôt sur le revenu générerait entre 50 et 51,3 milliards de recette. Rajoutons encore la taxe carbone pour un montant de 4,5 milliards d'euros (1,9 milliard supporté par les entreprises et 2,6 milliards par les ménages) et, après avoir pris soin de ne pas

omettre la Tipp, le tableau est à peu près complet.

Ces chiffres vous filent la migraine? Alors passons sur le champ à leur analyse qualitative. Loin de favoriser les conditions d'un véritable redémarrage de l'économie, le budget 2010, lui, fait un pied de nez en ce qu'il vise essentiellement à soutenir les profits contre l'emploi, les salaires, l'amélioration des conditions de travail, la formation, etc.

Disons le crûment, avec une intensité au moins égale à celle qui prévalait dans les budgets précédents, le monde du travail est sacrifié au profit des entreprises et des riches.

En effet, les entreprises économiseront 11,7 milliards de taxe professionnelle et continueront de bénéficier de 70 milliards d'aides de l'État, dont plus de 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales.

Dernier exemple en date de cette politique, l'État a balancé 2,4 milliards d'euros aux restaurateurs. Depuis, les gâte-sauce n'en finissent plus de se poiler. Eh oui, les prix des menus n'ont quasiment pas bougé, les promesses d'embaucher 40 000 personnes ont réduit à la cuisson pour finir à 6 000; quant à la revalorisation des salaires, bernique.

Denis Clerc (journaliste à *Alternatives économiques*) est tout sauf un révolutionnaire. Pourtant, ceci ne l'empêche pas de formuler le diagnostic suivant: « En période de crise économique – et nous y sommes toujours –, l'objectif premier devrait être de tout faire pour que la société dans son ensemble souffre le moins possible et que la dépense publique atténue les décisions du secteur privé. Or le gouvernement s'apprête à réduire son effort, alors que nous n'aurons pas encore – et à conditions que tout se passe comme prévu – rattrapé le niveau d'activité de 2006. »

Réduire son effort? En tout cas le gouvernement ne mollit pas dans son soutien aux

riches. Deux petites « anecdotes » à ce sujet? L'ensemble des niches fiscales pour les plus fortunés s'est élevé à 15,6 milliards d'euros en 2008, or le même traitement leur est réservé pour les temps à venir. Par ailleurs, 21 contribuables disposant d'un patrimoine moyen de 15,5 millions d'euros ont pu faire jouer le bouclier fiscal pour déclarer un revenu de 300 euros par mois.

Quant au « [...] tout faire pour que la société dans son ensemble souffre le moins possible » de notre Clerc voyant, voici comment l'État s'y prend.

Le privé a enregistré 580 000 destructions d'emplois en 2009 et 190 000 autres sont prévues en 2010. Jaloux en diable, le gouvernement lui emboîte le pas. En vertu de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le budget 2010 verra la suppression de 33 754 postes en équivalent temps plein, dont 16 000 dans la seule éducation nationale.

Tout choix économique résulte d'une vision politique précise, vision elle-même adossée à une idéologie globale. L'idéologie du libéralisme – forme contemporaine du capitalisme – en fournit un exemple frappant à travers les « items » du budget 2010. Concrètement, la feuille de route du gouvernement se caractérise plus que jamais par des genuflexions appuyées en direction du capital mais au détriment du plus gros du corps social, et plus particulièrement des seuls créateurs de richesses que sont les travailleurs.

Est-ce dire que ce désordre des choses est appelé à rester immuable? C'est une autre affaire, car si les riches serrent fort entre leurs mains leurs grandes fourchettes, face à eux, les exclus des agapes – autrement plus nombreux – sont de plus en plus déterminés à préparer une vigoureuse autant que salutaire levée des fourches.

A. S.

Tout se tient

D'APRÈS le *Guardian*, certains lobbies industriels étatsuniens ont dépensé environ 400 millions de dollars afin de faire capoter le projet d'assurance-maladie promis par Obama lors de sa campagne électorale. Le Sénat justifie cette opposition arguant de la prétendue inégalité entre le coût d'une assurance financée par l'État et ce que peut proposer en ce domaine le secteur privé. Mais il y a plus fort et l'on oublie souvent de la rappeler: L'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) signé dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'oppose de fait à l'existence de services publics, les « services » devenant par définition des marchandises. Cet accord que personne ne songe à contester est directement à l'origine du braquage des services publics entrepris depuis une quinzaine d'années en Union européenne. Ce qui explique, en France, les démantèlements de France télécom, La Poste, la Recherche, l'Éducation etc. (Source *Courrier international*).

Le choix dans la date

À la suite du plan Fret (voir ML n° 1566), des restructurations concernant l'infrastructure, des négociations salariales, etc., le 6 octobre a eu lieu une réunion interfédérale cheminote.

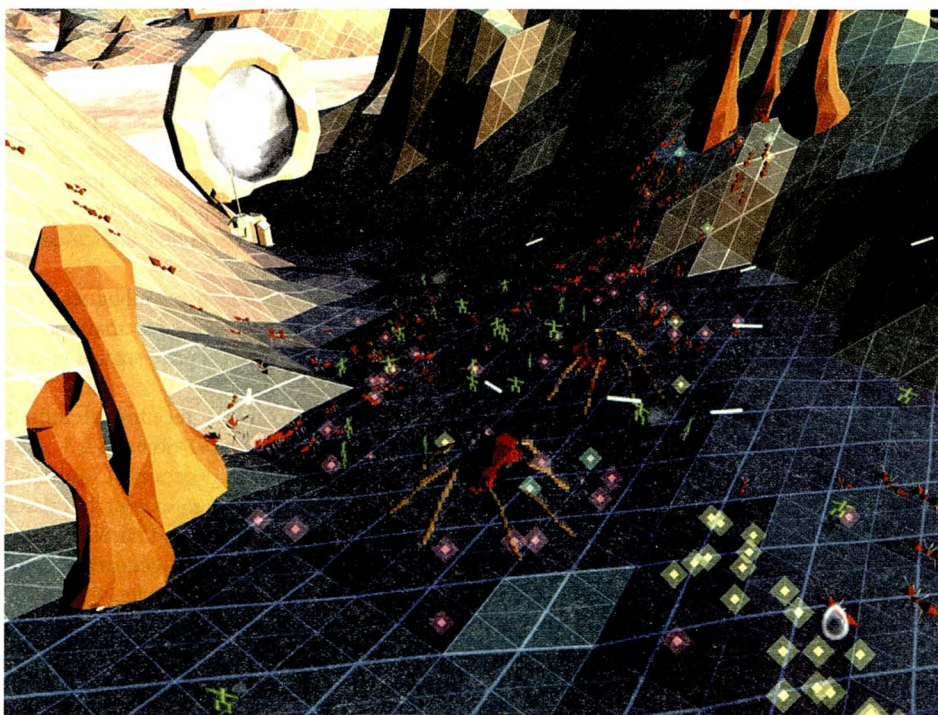
Lors de cette réunion, CGT-cheminots et CFTD/FGAAC se sont mises d'accord pour une journée de grève le 20 octobre. SUD-Rail a défendu une grève le 22 octobre, journée de manifestation interprofessionnelle sur les questions de politique industrielle et de l'emploi (à l'appel de la confédération CGT et de l'union syndicale Solidaires).

Le 8 octobre, Sud-Rail s'est ralliée à la journée de grève du 20 octobre pour maintenir l'unité syndicale cheminote.

Du coup, le 22 octobre, il n'y aura pas de préavis pour que les cheminots participent à la journée interprofessionnelle de lutte.

Ce conflit de « date » s'inscrit dans un contexte où les deux fédérations (CGT et SUD-Rail) cherchent chacune leur place, suite aux élections professionnelles et à la mise en place de la représentativité syndicale. (Autre exemple, en septembre, dans la lutte des syndicats contre la casse du fret: rassemblement de la CGT le 16 et grève de SUD-Rail le 22.)

Les militants de SUD-Rail ont choisi de faire un pas vers l'unité cheminote. La suite au prochain épisode, que l'on espère unitaire pour les travailleurs du rail et interprofessionnel pour l'ensemble des salariés.



Ils ont « votationné »...

et puis après !



LA CONCURRENCE
« libre et non faussée » est une directive européenne; elle est même le corpus central de l'Europe capitaliste, condamnant tous les services publics à disparaître pour faire place à la privatisation.

Tout cela est connu de tous, et, en France, la RGPP (révision générale des politiques publiques), au nom de ces directives européennes, organise, planifie la destruction programmée de deux siècles de conquêtes sociales portés par les valeurs d'égalité et de solidarité entre tous les travailleurs!

La vie quotidienne des travailleurs est ainsi réglementée pour plus de 60 % par l'Europe, et pour le reste le gouvernement dicte ses lois à 80 %... Le Parlement n'a même plus de réels pouvoirs, de légitimité par rapport au peuple qu'il est censé représenter! (Bonne nouvelle!)

1^{re} question: comment se fait-il que cette responsabilité de niveau européen, au dessus de la légitimité nationale, ne soit même pas évoquée par les signataires de « l'appel à la votation » relatif à la privatisation de la Poste? Et que l'on ne parle que de nécessité de référendum?

Réponse: comment le Parti socialiste, appelant à la votation, favorable à l'Europe (cf. sa position par rapport au vote sur le Traité constitutionnel), pourrait-il condamner cette marche forcée à la privatisation alors qu'il détenait les pouvoirs lorsqu'eurent lieu les premières attaques, en particulier contre la SNCF, avec l'appui du ministre communiste Gayssot? Même chose pour les très européens « Verts » et le NPA qui n'a à proposer qu'un ministère européen de la Poste!

Par ailleurs que vient faire Alternative libertaire dans cette galère?

C'est bien l'Europe du capitalisme, refusée par une majorité de français en 2005, donc un véritable déni de démocratie, qui dicte les casses systématiques des services publics conquis de haute lutte! De la SNCF à France Télécom en passant par l'EDF, l'éducation ou la santé, et maintenant la Poste, il ne reste pratiquement plus rien!

Au passage, où étaient ces signataires contre la privatisation de la Poste quand les travailleurs se battaient contre toutes les autres casses sociales?

Deuxième question: comment, forts de 2 millions de voix, les signataires de l'appel à la votation vont-ils continuer leur action? Vont-ils appeler à la grève générale, interprofessionnelle?

Réponse: dans le « meilleur » des cas, ce ne sont que de pauvres naïfs qui croient faire reculer un gouvernement, alors que celui-ci, même si depuis les dernières élections européennes ne représente que 11 % des électeurs, se contrefiche totalement des oppositions... puisqu'elles sont absentes sur tous les fronts: politique et syndical!

Dans le « pire » des cas, ayant même voté avec des « pincettes » (les mêmes qui ont dû voter Chirac en 2002), ce ne sont que des traîtres, n'ayant comme unique objectif que celui d'accompagner la crise du capitalisme!

Leur seul mot d'ordre: « Tous ensemble..., tous ensemble, collaborons! »

Nous le savons, ce n'est que par la lutte et la grève généralisées que nous pourrions freiner et surtout stopper ce fantastique recul... Certainement pas en revendiquant des référendums, des « votations, piège à cons! », sur l'air de « Faut-il se faire bouffer, à quelle sauce? ».

Michel Di Nocera

Pierre noire

Syndicats vendus

La CGT et le Medef du Roannais ont élaboré une « charte partenariale » inédite permettant aux 300 entreprises du textile et de la métallurgie de la région de placer leurs salariés en formation plutôt que de les licencier. Son objectif est soi-disant de « privilégier la formation des personnels d'entreprises en difficulté plutôt que le licenciement pur et simple », selon la sous-préfecture de Roanne. Elle a été signée par la CFDT, la CFTC, FO, la CFE/CGC... Bref syndicats et patronat main dans la main, des générations en ont rêvé, l'ultralibéralisme l'a fait!

Criminalisation de la pauvreté

Soutenons les « voleurs de poubelles »! Le lundi 16 mars 2009 au soir, à Quissac (Gard), trois individus ont été arrêtés lors d'une récupération de nourriture dans les poubelles d'un supermarché. Le déroulement de cette arrestation fut complètement démesuré: braquage, demande de se coucher au sol, plaquage sur les capots des voitures, menottes, provocation... Elle s'est suivie d'une garde à vue avec prise d'ADN, la soustraction de nourriture dans les poubelles étant considérée exactement comme un vol. Un des trois « voleurs » passe devant le tribunal le 29 octobre. Pour contacter le comité de soutien des « voleurs de poubelles »: voleursdepoubelles@laposte.net

Flashball

L'auteur présumé du tir sur un manifestant qui avait perdu un œil le 8 juillet à Montreuil a été mis en examen pour « violences volontaires ». Le policier mis en examen auteur du tir appartient à la brigade anticriminalité (BAC). Il a été convoqué la semaine dernière par le juge, qui lui a notifié sa mise en examen. Mais il reste libre. Le juge lui a interdit de porter une arme mais il n'a pas interdiction de travailler... Justice nulle part!

Sans-papiers en lutte

Le 3 octobre a eu lieu une manifestation de travailleurs et travailleuses sans-papiers du 17^e arrondissement de Paris. Des militants de la Fédération anarchiste étaient présents parmi eux. Après une déambulation suivie de près par la police, la destination du cortège, qui était initialement la mairie du 17^e arrondissement, était « protégée » de la manifestation par un cordon policier. C'est donc un peu plus loin qu'eurent lieu des prises de parole parfois poignantes sur les conditions de (sur)vie des sans-papiers. Ceux-ci conclurent leurs discours par des remerciements aux manifestants présents, nous encourageant à continuer à les soutenir. Les flics, eux, continuent leur sale boulot, et le patronat poursuit son exploitation...

Communiqué des Freescale

Vendredi 2 octobre, au 26^e jour de grève, des négociations se sont enfin ouvertes avec la direction. Environ 150 grévistes s'étaient rassemblés devant les portes de la salle de réunion. Après avoir prétendu vouloir imposer un calendrier de réunions espacées de dix jours et repousser les discussions sur les indemnités à plus tard, la direction a été contrainte d'aborder la question. Mais c'était pour pratiquement l'éluder puisqu'elle a proposé 60 000 € en cas de départ immédiat: c'est-à-dire que la direction propose aux licenciés d'aller au Pôle Emploi tout de suite pour la somme à laquelle nous aurions de toute façon droit! Les grévistes ont refusé que la direction interrompe la réunion vers 19 heures et ont exigé que la réunion continue. La direction a alors fait appel à la police qui est intervenue violemment vers 21 heures pour permettre aux directeurs de quitter la salle: bousculades puis matraquages alors même que les portes avaient été dégagées. Malgré l'intervention désormais quotidienne de la police qui vole au secours de la direction à chaque fois que celle-ci le demande, la lutte continue. Plus que jamais les grévistes de Freescale ont besoin de la solidarité des autres travailleurs et d'avancer vers la convergence des luttes.

Vanneste

Le député du Nord a déposé une proposition de loi visant à interdire « l'ensemble des vêtements ou accessoires permettant de masquer l'identité d'une personne et à rendre illégal le travestissement ». Bien sûr, les carnivals sont cependant exclus de ce texte. Ça sent à peine la transphobie!.. Vanneste fait le lien du « problème » des travestis avec celui du port de la burqa: « Il s'agit ici de ne pas se limiter au seul problème de la burqa et de l'entrevoir à travers le prisme de la sécurité. Pour que les systèmes de vidéosurveillance soient efficaces, tout vêtement qui empêche l'identification en cachant le visage doit être proscrié sur la voie publique, sauf lorsqu'il correspond à une exigence médicale. »

Un médecin trop généreux menacé

Un médecin généraliste du Val-de-Marne est menacé de sanction par la caisse primaire d'assurance-maladie pour avoir uniquement effectué des prescriptions prises en charge à 100 % à ses patients en affection de longue durée (ALD), une procédure « normale » selon la CPAM.

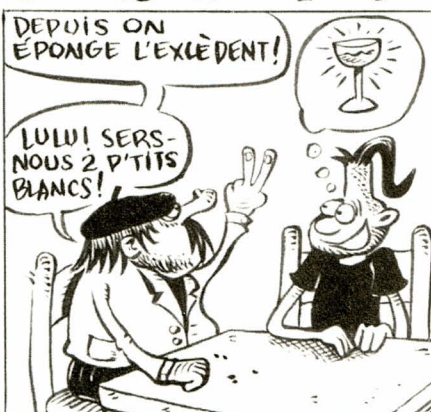
Beuh

L'Association française pour la réduction des risques liés à l'usage des drogues (AFR) dénonce la campagne gouvernementale anti-drogue lancée cette semaine par le gouvernement, estimant qu'elle va « à contre-courant » des évolutions internationales et « jette l'opprobre » sur les usagers.

Nucléaire

Dix mille manifestants antinucléaires à Colmar dont des camarades de la FA, de la CNT et d'AL. Nos correspondants alsaciens soulignent l'importance mise dans les moyens de surveillance et de répression pour contenir ce rassemblement: « Le nucléaire ne peut s'épanouir que dans un système autoritaire et militarisé! »

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



La Poste

mieux que EDF et Gaz de France ?



« IL N'Y AURA PAS de privatisation d'EDF et de Gaz de France, c'est clair, c'est simple et c'est net! » (6 avril 2004 à Chinon, Indre-et-Loire), « EDF-GDF ne sera pas privatisée, ni aujourd'hui ni demain, pour une raison simple: le gouvernement de la France veut que l'État conserve la majorité du capital de cette grande entreprise »... On pourrait rallonger sans peine les promesses de Sarkozy éternel candidat/président, c'est le métier de politicien de promettre la lune!

On rappellera aux lectrices et lecteurs du *Monde libertaire* qu'aujourd'hui, l'État ne détient plus que 35 % de GDF, devenu une entreprise privée comme les autres.

Aujourd'hui, on nous repasse le même plat, les mêmes discours sur La Poste.

Souvenons-nous que pour EDF-GDF, la résistance syndicale à la privatisation avait tergiversé entre les intérêts « pragmatiques » des diverses boutiques syndicales représentatives¹. C'est pourquoi l'initiative du samedi 3 octobre apportait une brise de fraîcheur. Oh, bien sûr dans le Landerneau libertaire, les avis divergeaient, mais (à mon avis) sans acrimonie.

« Pourquoi ne pas dire non » semblait même prendre le dessus sur « jamais un bulletin dans une urne². »

Le résultat a été probant et le lundi suivant, des quotidiens pouvaient pavoiser sur le succès de la « votation, arme citoyenne ». Reste à savoir, le moment d'euphorie passé, comment et sous quelle forme va perdurer cette mobilisation. Notons tout d'abord que dans les 60 organisations politiques, syndicales et associatives qui composent le Comité national contre la privatisation de La Poste, celles et ceux qui travaillent ne sont pas mis en avant. Les organisations syndicales auraient dû être le fer de lance, l'élément moteur de ce combat et ne pas se contenter d'un second rôle, d'apporter leur pierre à l'édifice³. Élargir le mouvement, certes, mais servir de tremplin à autre chose pose le problème.

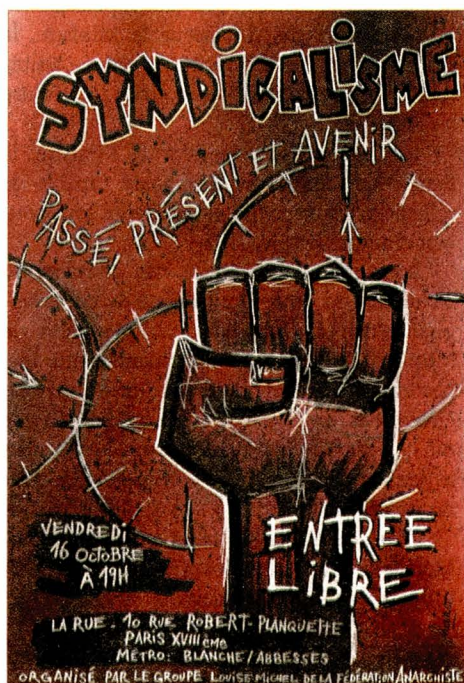
Des observateurs zélés de la scène politique (avant que l'ouragan Frédéric Mitterrand n'arrive!) déclaraient à l'envi que tout ça allait requinquer la gauche française. D'autres voix érudités parlaient même d'« un levier pour

l'opposition », ou même déclaraient la gauche « interpellée par le succès de la votation », ou annonçaient que « La Poste redynamise le cli-vage gauche-droite ».

Certes, ça sème le désarroi dans le camp gouvernemental, mais le but est de s'opposer à la privatisation d'un service public. Pas de redorer le blason du Parti socialiste ou de remonter les ruines du Colonel-Fabien, sans parler des autres.

Mais le mouvement syndical, empêtré dans ses contradictions, ne semble pas au top pour s'opposer à la privatisation de La Poste. Un référendum pour maintenir un service public? On peut douter et rester dubitatif.

Antoine Laverdure



1. Avec toujours en toile de fond l'histoire/légende pomme de discorde de la représentativité syndicale. Ah, unité syndicale, fais-tu partie désormais des chimères du temps passé?

2. Nombre d'anarchosyndicalistes votent dans leur syndicat. Pour les prud'hommes, disons que ça fait débat..., tout comme le cas présent et d'autres.

3. Il y a certes eu des débats au niveau syndical, il faudra y revenir. En tout cas on peut être sûr que l'absence de la CFDT dans le Comité n'est dû ni à une crise d'ouvriérisme ni à un retour au concept d'autonomie ouvrière.

Profs au piquet

Courrier de l'Icem au ministre

En 2008, Darcos, ministre de l'Éducation nationale, impose de nouveaux programmes et baisse le temps de cours hebdomadaire de deux heures en primaire. Pour les enseignants, il s'agit de se servir de ces heures pour mettre en place une prétendue « aide personnalisée », en fait des cours supplémentaires pour les élèves en difficulté, alors même que 3 000 postes d'enseignants spécialisés dans l'aide pédagogique sont supprimés (Rased).

En novembre 2008, Alain Refalo écrit publiquement à son inspecteur: « En conscience, je refuse d'obéir... » Cet appel à la désobéissance civile sera repris par des milliers d'enseignants. La répression et les sanctions n'ont pas tardé...

En décembre 2008, la résistance devient collective avec la publication de « l'appel des enseignants en résistance ». Ils associent des luttes contre le fichage des élèves (Base élèves), contre les suppressions de postes, pour le respect du droit syndical, etc. Ce mouvement bénéficie souvent du soutien des parents d'élèves et d'autres mouvements d'éducation populaire. Pour l'instant seuls SUD Éducation et la CNT appellent à se joindre à ce mouvement.

MONSIEUR LE MINISTRE, les réformes engagées depuis deux ans bouleversent considérablement l'école primaire. Ces bouleversements ne peuvent entraîner une efficacité accrue du système éducatif français, comme en témoignent les nombreuses réactions de spécialistes de l'éducation, de scientifiques et d'anciens ministres de l'Éducation nationale. Cela inquiète une majorité d'organisations dévouées à l'enfance ainsi que la Ligue des droits de l'homme. L'ONU par l'intermédiaire du Comité des experts aux droits de l'enfant a interpellé la France sur sa mise en œuvre de la Convention internationale des droits de l'enfant justifiant l'action des directeurs d'école qui refusent le fichage des enfants dans Base élèves.

Un certain nombre d'enseignants ont choisi de résister à la dégradation du service public d'éducation. Ces professeurs des écoles ou directeurs, forts de leur conscience professionnelle et de leur investissement personnel dans leur travail, ont choisi d'être en accord avec leur conscience.

Que reprochent ces enseignants dits « désobéisseurs » à ces mesures ?

1. Elles ont été prises sans concertation ni consultation.

2. Les recherches des quarante dernières années sur l'enseignement et la pédagogie ont été complètement niées et même méprisées.

3. La réduction de vingt-six heures à vingt-quatre heures hebdomadaires n'était revendiquée par personne, ni par les syndicats d'enseignants, ni par les fédérations de parents d'élèves, ni par les partis politiques. Au contraire, les chronobiologistes recommandent depuis longtemps un allègement du volume horaire quotidien mais pas du nombre de jours ! Les expériences de semaine à quatre jours menées depuis plus de dix ans n'ont jamais établi une amélioration de l'efficacité scolaire.

4. Les programmes 2008, plus lourds en ce qui concerne l'enseignement du français et des mathématiques (ce qu'on appelle « les fondamentaux »), réduisent la part de la recherche, de l'expression, de la création, pourtant universellement reconnues comme indispensables aux apprentissages. Des notions de français ou de mathématiques, qui avaient été écartées des programmes parce que jugées trop difficiles, sont de nouveau imposées, sans qu'il soit tenu compte du temps nécessaire à l'appropriation de ces savoirs.

5. Les programmes précédents (2002 puis 2007), à peine mis en place, n'ont fait l'objet d'aucune évaluation. Il est souvent reproché à l'école de ne pas suivre l'évolution de la société : avec ces réformes, l'école fait un bond en arrière de plusieurs décennies !

6. Les deux heures d'aide personnalisée et les stages de remise à niveau, qui sont accompagnés de la réduction et de la transformation des missions des enseignants des Rased, ne réduiront pas la difficulté scolaire. Les deux heures hebdomadaires d'enseignement supprimées pour tous manquent aux enfants fragiles, lents pour parfaire leurs apprentissages. Elles manquent aussi aux enseignants qui sont contraints de diminuer les horaires de pratiques indispensables à un développement harmonieux de chaque enfant.

7. Les évaluations nationales de CM2 passées en janvier ne pouvaient en aucun cas permettre de déterminer les compétences acquises puisque certains items portaient sur des points du nouveau programme non encore travaillés par les enfants à cette date. Dans les évaluations de CE1, le texte principal proposé aux enfants pour de nombreux items de français était destiné, par l'éditeur lui-même, aux enfants de cycle 3.

Des enseignants qui ont résisté à l'application de ces mesures, tout en continuant d'effectuer leur travail suivant leur conviction et

leur savoir-faire, sont menacés de lourdes sanctions : retraits de salaire, retraits de fonction de direction, notes pédagogiques bloquées, avancements retardés, voire rétrogradation, etc.

Pourtant d'autres collègues s'étaient élevés, durant ces dernières années, contre des réformes ou des programmes : M. Marc Le Bris, M^{lle} Rachel Boutonnet ont écrit des livres et se sont exprimés dans les médias pour fustiger la loi d'orientation de 1989, l'apprentissage de la lecture par le sens, refusant ouvertement d'appliquer les programmes. Ces enseignants ont été honorés récemment par le gouvernement : invitation à l'Élysée pour l'un, décoration de l'Ordre national du mérite pour un autre. Quel sens faut-il donner à une telle valorisation de la désobéissance lorsque nos collègues sont lourdement sanctionnés pour des actions similaires ? Que faut-il penser ?

Ne laissez pas, Monsieur le Ministre, la France sans une éducation créative, ambitieuse, émancipatrice sous couvert de réduire les dépenses.

Ne laissez pas, Monsieur le Ministre, la France sans un corps enseignant capable de réflexion, d'inventivité, de réactivité sous couvert d'autoritarisme.

Pour toutes ces raisons qui attestent du sérieux et du professionnalisme de ces enseignants, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de bien vouloir demander aux inspecteurs d'académie de cesser toute poursuite envers des enseignants et directeurs d'école qui œuvrent pour la France et son avenir, dans le respect des droits de l'homme et celui des droits des enfants.

Dans cette attente, nous vous adressons, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Muriel Quoniam

Présidente du CA de l'Icem

La République du droit d'expulser

Maurice Rajsfus

NOTRE RÉPUBLIQUE, V^e DU NOM, qui se proclame démocratique, et veut donner des leçons au monde entier, prétend respecter les grands principes de la Déclaration des droits de l'homme proclamée le 26 août 1789 par les députés de la Convention. Pourtant, depuis son instauration, en septembre 1958, cette République n'a fait qu'adopter tous les mauvais travers de ses devancières. La I^{re} République a connu la Terreur, en 1794. La II^e République a perpétré les fusillades des ouvriers parisiens sur les barricades, en juin 1848 – ouvrant ainsi la voie au coup d'État du 2 décembre 1851. En mai 1871, les massacreurs de la Commune de Paris allaient être les pères fondateurs de la III^e République. La IV^e République, née de la Résistance, conduira des guerres postcoloniales répressives avec, également, la volonté de mater une population locale qui avait cru qu'avec la défaite du nazisme rien ne serait plus jamais comme avant...



Le nationalisme ne peut se contenter d'un hymne national et de drapeaux frénétiquement agités. Faute de guerre il lui faut un ennemi intérieur contre qui la vindicte d'État aura tout loisir de se déchaîner. Notre V^e République excelle dans cette attitude consistant à se protéger alors même qu'elle n'est nullement menacée. Faute d'un ennemi héréditaire bien défini, elle s'est trouvé un adversaire de choix: celui qui vient d'ailleurs. En fait, l'exilé s'est souvent échappé d'un pays du tiers-monde, là où règnent la famine, l'injustice et la maladie. Celui-là représentant un tel danger que les portes du pays de la liberté lui sont désormais fermées. Alors, gare à celui qui se refuse à tenir compte de cet interdit. Depuis une vingtaine d'années, des centres de rétention administrative (CRA) ont été créés pour y enfermer, avant expulsion, ceux qui n'ont pas compris que la richesse ne se partageait pas. Sans négliger la volonté de tenir à l'écart les ressortissants des anciens pays colonisés.

Les relents d'un sinistre passé

La France de la V^e République n'est pas novatrice en la matière. Elle ne fait qu'accentuer, jusqu'à la caricature, les mauvais penchants de ses devancières. En effet, dès le mois de janvier 1939, de nombreux camps de concentration étaient édifiés pour y enfermer les vaincus de la guerre d'Espagne et, parmi eux, les combattants internationaux. En octobre de la même année, un ministre de l'Intérieur, nommé Albert Sarraut, décida d'enfermer, dans 110 camps d'internement, les ressortissants allemands vivant en France alors que la guerre venait d'éclater avec l'Allemagne.

Il est vrai que ces hommes, considérés comme des « Boches », étaient essentiellement des antinazis qui avaient fuit l'Allemagne de Hitler, et des Juifs de ce pays qui cherchaient à échapper à la répression raciale. Ce sera également le cas contre les femmes allemandes, internées à leur tour, après l'offensive des blindés allemands dans les Ardennes, le 10 mai 1940. Parmi ces femmes, la philosophe Hannah Arendt qui connaîtra l'enfermement au Vel d'Hiv (déjà).

Après la défaite de juin 1940, et l'arrivée de Pétain au pouvoir, les lieux concentrationnaires étaient prêts pour une nouvelle utilisation. C'est ainsi qu'une quarantaine de camps « d'hébergement » seront remis en service en zone non occupée pour y enfermer « les étrangers en surnombre dans l'économie française ». Cela avant même que dans la zone occupée soient ouverts les camps de concentration du Loiret, à Pithiviers et Beaune-la-Rolande, le 14 mai 1941, après une première vague d'arrestations de Juifs étrangers à Paris, puis celui de Drancy, le 20 août 1941, suite à une rafle en vraie grandeur dans le XI^e arrondissement de la capitale. La Gestapo, laissant l'essentiel de la tâche répressive à ses larbins français, n'ouvrira

qu'un seul camp de concentration géré par ses soins, à Compiègne.

Les lieux de non-droit de la République

Revenons en terre dite de démocratie, en 2009. Il y a, dans notre beau pays de France, une trentaine de centres de rétention administrative, plus de nombreuses petites structures, plus ou moins repérées, sans oublier les « zones d'attente » dans les aéroports, les grands ports et certaines gares. Dans toutes ces structures, pouvant être décrites comme des lieux de non-droit, les « retenus » sont traités comme des criminels, méprisés et insultés. Pourtant, selon une directive de Daniel Vaillant, datant de 2001, les étrangers sans papiers, enfermés dans les centres de rétention, devraient bénéficier de « prestations type hôtelier ». Il n'empêche, les CRA ne sont rien d'autre que des culs-de-basse-fosse souvent insalubres, où l'hygiène est approximative et la nourriture infecte. Les toilettes n'y fonctionnent pas toujours, il n'est pas facile de rester propre, et dans les douches parfois mises à disposition des exclus, les policiers de service n'hésitent pas à se rincer l'œil en passant devant celles des femmes dont les portes doivent rester ouvertes.

Tout aussi grave, les droits des « retenus » sont constamment bafoués dans les CRA : le téléphone pour appeler son avocat ou un proche est fréquemment en dérangement, et il n'est pas rare que les geôliers-policiers confisquent les téléphones portables ; les formulaires à destination de l'OFPRA, pour une demande de droit d'asile, ne sont pas forcément disponibles. Les policiers qui officient dans ces prisons dont on ne dit pas le nom, jouent les victimes excédées et aggravent le rôle qui leur est assigné. D'où des comportements violents, accompagnés d'injures basse-



ment racistes. De plus, les « retenus » ne peuvent recevoir des visites de leurs proches.

Très simplement, comme ses devancières, la V^e République se déshonore tranquillement. Sans que la majorité des citoyens de ce pays ne s'en émeuvent. Bien sûr, les vieux slogans sur les « étrangers qui viennent manger not' pain » ne sont plus de mise mais le pays profond est constamment alerté sur la menace représentée par ces flux migratoires qui mettent notre sécurité en péril. Très simplement, l'étranger est devenu cet ennemi intérieur dont il convient de se méfier. Et puis, comme le veut le bon sens populaire : « Si ces gens sont enfermés, c'est peut-être qu'ils ne sont pas tout à fait innocents ! »

Les victimes des lois scélérates

La France profonde, celle qui « travaille plus » pour ne pas gagner davantage, veut ignorer que les centres de détention administrative sont des lieux de déshumanisation, de désespérance. On y devient malade – physiquement et psychologiquement. Certains des « retenus » se mutilent, d'autres se suicident. Les plus révoltés mettent le feu à leur paillasse. Ces hommes et ces femmes, ces enfants, dont la France ne veut pas, et qu'elle rejette en arguant de lois votées par la « représentation nationale », sont les victimes d'une xénophobie d'État qui ne dit pas son nom. Le racisme officiel n'est pas loin. Les leçons d'une histoire relativement récente sont passées par pertes et profits. Pourquoi s'inquiéter de ces parias venus du Sud alors que la crise économique frappe durement les « nationaux » ?

Nicola Guillen, poète cubain, qui avait fui la dictature de Batista en 1954, est l'auteur d'un texte terrible sur l'hospitalité française, « Oui mais, monsieur », dont un court extrait nous renvoie à la traque infernale dont sont victimes les immigrés de 2009.

« La France du bonnet phrygien
De l'empereur, du coq gaulois
Mais, comment oui, monsieur ;
M'a livré à trois policiers
Dont deux sur leurs chevaux étaient,
Mais oui, monsieur,
Mon cher monsieur.
À Paris, il ne fit pas chaud
Les jours de froid,
Mais oui, monsieur... »

À la lecture de ces quelques vers, comment ne pas penser à ces jeunes Afghans, chassés « avec délicatesse » de la jungle de Calais à l'instigation de notre gardien de l'Identité nationale, Éric Besson, et qui désormais errent dans Paris, sur les quais du canal Saint-Martin, en compagnie de ceux qui ont été « évacués » du square Villemin. Il paraît que l'on n'expulse pas les ressortissants d'un pays en guerre, même si le droit d'asile a été mis à mal depuis plusieurs décennies. Il paraît seulement, car à l'heure où ces lignes sont écrites (6 octobre 2009), un charter se prépare à partir pour

Kaboul avec une cinquantaine de jeunes Afghans à bord, escortés par des policiers hargneux, prêts à les tabasser au moindre geste de révolte.

Que sont devenus les droits de l'homme ?

La France, jadis réputée terre d'asile, terre de liberté, et même pays révolutionnaire, n'a toujours pas pris conscience qu'avec Nicolas Sarkozy aux manettes c'est finalement Jean-Marie Le Pen qui a gagné la partie. Nul besoin d'un régime de type fasciste pour transformer un peuple libre en complice de fait d'une politique basement nationaliste. Tout en célébrant les bienfaits de notre démocratie, les hommes (et les femmes) qui nous gouvernent ne cessent de justifier leur volonté d'exclure ceux qui viennent en France pour trouver un espace de liberté et du travail.

L'unique réponse apportée à cette folle espérance se limite à la traque policière et aux centres de rétention. À ceux qui ont mis leur espoir dans un pays qui se flatte d'avoir inventé la liberté, la seule réponse est le rejet haineux. La barque est pleine, comme disait les Suisses, en d'autres temps. Il suffit de s'attarder sur le regard inquisiteur des policiers opérant dans les gares et les correspondances

du RER parisien pour en être pleinement convaincu.

Comment ne pas rappeler le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, le 10 décembre 1948. Texte restée lettre morte mais qui représentait la saine réaction d'un monde qui n'avait pas encore oublié l'abomination du totalitarisme :

« Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme [...] »

Soixante ans plus tard, ces mots ont perdu leur sens. Les barbares sont de retour et peuvent se permettre de tenir un langage vertueux parfaitement en contradiction avec cette proclamation que nul ne s'est encore risqué à démentir dans le discours mais qui est constamment trahi dans les faits. **M. R.**



En attendant Copenhague

Normand Baillargeon

EN DÉCEMBRE PROCHAIN, ceux qu'Adam Smith appelait « les Maîtres » vont se réunir à Copenhague dans le but de parvenir à un accord sur le réchauffement planétaire, accord qui doit faire le suivi du protocole de Kyoto de 1997.

Certes, bien des données pointues restent discutables dans le dossier du réchauffement climatique et les spécialistes ont aujourd'hui et auront encore demain bien des occasions de débattre : la science est ainsi faite. Mais il n'y a plus guère de gens crédibles et désintéressés pour mettre en doute la réalité de la situation, dont le caractère des plus urgent est de moins en moins sujet à remise en question.

Une situation alarmante

Un des documents jugés important par la plupart des observateurs compétents dans ce dossier est le *Stern Review on the Economics of Climate Change*¹, qui a été publié en 2006. L'an dernier, il a été mis à jour. À cette occasion, Stern rappelait que le rapport de 2006 avait « sous-estimé les risques [liés au réchauffement climatique] et sous-estimé les dommages associés à des accroissements de températures² ». Stern concluait que le 1 % du PIB qu'on croyait auparavant nécessaire pour atténuer les effets du changement climatique devrait donc être doublé.

Pire encore : il ne manque désormais pas de gens pour soutenir que la situation est maintenant si grave que le moment où il sera trop tard approche dangereusement. Quand en sera-t-on là ?

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) fixe à 2015 le moment où les émissions planétaires doivent absolument plafonner avant de décroître, si on veut éviter le pire.

De son côté, en juin dernier, Bill McKibben, une voix crédible et pondérée, ouvrait par ces mots terrifiants sa recension dans la prestigieuse *New York Review of Books* d'un livre de Stern : « L'année 2009 pourrait bien être l'année décisive en ce qui a trait à la relation de l'espèce humaine avec la planète qui l'abrite. » 350 parties par million (ppm) de gaz carbonique dans l'atmosphère étant, selon McKibben, « le seuil de sécurité climatique pour l'humanité » (nous en sommes à

quelque chose comme à 387), il a nommé son mouvement : 350.org³. McKibben appelle à une journée d'action sur le climat le 24 octobre prochain.

Chomsky, de son côté, cite un rapport d'un très sérieux groupe de travail du MIT qui conclut lui aussi que la situation est encore plus grave qu'on ne le pensait⁴ : selon ce rapport, les modèles les plus crédibles montrent à présent que sans une intervention rapide et massive, le problème sera bientôt deux fois plus sévère qu'on ne l'estimait il y a six ans et peut-être pire encore. Ce rapport permet, à l'aide de roulettes colorées, de visualiser les risques que court l'espèce⁵ : en les dévoilant, le chercheur principal a déclaré qu'il était hors de question que l'humanité prenne de tels risques – et joue à la roulette, si on ose dire.

C'est pourtant ce qu'on fait. Et les perspectives pour la conclusion de l'indispensable accord minimal que d'aucuns attendaient de la conférence de Copenhague sont bien mauvaises, mauvaises au point où, au moment où je rédige ces lignes, Ban Ki-moon, en désespoir de cause, a convoqué cent chefs d'État à une séance extraordinaire et en a appelé à leur conscience. Peine perdue. La conférence n'a pas été un succès. Le Premier ministre du Canada ne s'y est carrément pas présenté – mon pays est un des pires en matière de contribution au réchauffement de la planète.

La situation, on le voit, est tragique. Mais cette gravissime crise est aussi, il me semble, une occasion en or de faire valoir nos idées, une sorte de Klondike pour tous les chercheurs de l'or de la révolution.

Pourquoi cette course vers l'abîme

Il y a longtemps que nous autres anarchistes avons déployé, sur de nombreux plans, une forte critique de l'économie de marché. Le moment est propice pour rappeler que les événements en cours, non seulement confirment ces analyses, mais que celles-ci permettent aussi, hélas, de prédire qu'il y a de fortes chances qu'à en rester dans le cadre de cette économie, nos actuels problèmes soient insolubles.

Je ne veux pas m'étendre ici sur ces thèmes, que tous et toutes ici connaissent

bien. Mais n'est-ce pas, plus que jamais en ces heures où la planète surchauffe, le moment de rappeler que le mécanisme du marché incorpore des déficiences unanimement reconnues qui rendent extrêmement problématique la prise en charge de questions comme celle du changement climatique ? D'autant qu'il est centré sur les effets à court terme des interactions, ces effets étant eux-mêmes largement réduits à une question de profits ou de pertes. Et encore que le marché tend inmanquablement à négliger les effets d'un contrat sur les non-contractants et à en faire ainsi porter par des tiers les effets négatifs (ce qu'on appelle pieusement les « externalités ») ? D'expliquer qu'il devient extrêmement difficile dans ce cadre de penser à long terme et de prendre en compte nos petits-enfants (sans rien dire des plus pauvres de nos contemporains, eux qui ont fait le moins pour causer la calamité en cours, mais dont ils souffrent et souffriront le plus) ? Et qu'en conséquence, il faut sortir de ce cadre pour espérer éviter le pire ?

Considérez Kyoto. Les plus gros pollueurs ayant historiquement été les pays les plus riches, c'est à eux que les plus importants sacrifices (si on peut dire) étaient demandés en 1997 : par exemple, ils devaient en 2012 avoir réduit de 6 à 8 %, en moyenne, leurs émissions de gaz à effet de serre. Or, en 2007, les États-Unis les avaient... augmentées de 16 % par rapport à 1990 !

Considérez encore ce marché du carbone, imaginé à Kyoto, qui se met en place depuis quelques années et qui permet aux pays industrialisés d'obtenir et d'échanger leur quota d'émissions (des crédits-carbone) : en bout de piste, loin d'être un outil de réduction des émissions, ils permettent aux pays riches de continuer à polluer à leur guise⁶. Vadana Shina, qui rapporte les analyses du mécanisme effectuées par le Breakthrough Institute⁷, dit avec raison que l'élaboration de ce marché revient à jouer du violon pendant que Rome flambe.

Cela doit être dit, expliqué, diffusé

Mais nous devons aussi avoir quelque chose de sain et de crédible à proposer en lieu et place ; or, j'ai souvent argué qu'une des grandes faiblesses de nos mouvements, qui ont par

ailleurs tant d'indéniables qualités, se situe à ce niveau précis. Je redis donc qu'à mon sens, plus que jamais il nous faut travailler à de telles propositions d'alternatives libertaires à mettre en avant.

Par contre, sur ce qu'il convient de faire face aux périls qui nous guettent, notre histoire montre clairement la voie à suivre, loin de tout attentisme et de toute délégation : l'action directe. Et bonne nouvelle : elle qui n'a jamais disparu fait même en ce moment un retour en force. Nous devrions être aux premiers rangs.

L'action directe

Il faut en convenir, les anarchistes n'ont pas le monopole de l'action directe. Mais elle reste bien, selon les mots d'Emma Goldman, « la conséquence logique et consistante » de leurs positions fondatrices. Et c'est pourquoi lorsque j'observe une pratique d'action directe

dirigée contre un objectif légitime et menée de manière efficace, festive, inclusive et pédagogique, quelque chose en moi se réjouit et me murmure que tout n'est pas perdu.

En parlant d'action directe, on songera peut-être d'abord à ces multiples cas d'occupations d'usines et de « séquestrations » de patrons qui ont agité le printemps et l'été français. C'est juste. Mais on songera aussi à des actions comme celle de ces jeunes Anglais qui, cet été, se sont littéralement collés, avec de la vraie colle, au sol de la Royal Bank of Scotland pour protester contre les investissements de l'institution dans les combustibles fossiles.

Car sur le terrain de la lutte contre le réchauffement planétaire, de vastes actions collectives inspirantes ont en effet commencé et un authentique activisme climatique se met en branle. Considérez ce qui se passe en ce moment en Grande Bretagne et qui est en train d'essaimer ailleurs, et notamment au Canada, au Danemark, en France et au Pays-Bas⁸, à savoir ces diverses actions menées depuis 2006 contre le réchauffement planétaire dans le cadre des Camps for Climate Action.

Longuement préparés par des volontaires opérant sur une base consensuelle, financés par des dons, ces camps se tiennent sur un lieu choisi pour ce qu'il représente sur le plan environnemental et que ciblera en bout de piste l'action principale de la rencontre – tentative de fermeture ou occupation.

Un camp est l'occasion de la tenue de nombreux ateliers d'information et de démonstration, en pratique, de la possibilité d'un mode de vie infiniment moins dommageable pour l'environnement : on y utilise l'énergie solaire, de l'huile de cuisson et des matériaux recyclés, et ainsi de suite. L'action directe donne ainsi à ceux qui agissent de précieux aperçus sur le monde qui pourrait être.

C'est le cas aujourd'hui et ce l'était hier. L'historien Howard Zinn rapporte à ce sujet les propos du maire de Seattle qui, en 1919, fut confronté à une grève générale paralysant la ville : « Il est vrai qu'il n'y a eu ni coups de feu ni bombes ni morts. La révolution peut se passer de violence. La grève générale, telle qu'elle est pratiquée à Seattle, est en elle-même l'arme de la révolution, d'autant plus

dangereuse qu'elle est pacifique. [...] Elle met hors service le gouvernement et c'est là l'élément essentiel de toute révolte, peu importe comment on y parvient⁹. »

Prendre part à tous ces mouvements et à toute cette agitation qui s'annonce en cet automne militant, y être présent en évoquant nos analyses, nos idéaux et nos solutions de rechange est une tâche plus urgente que jamais.

Mais je sais bien que je n'apprends rien à personne en le rappelant. Et pour terminer sur une note d'espoir, on me permettra de citer Voltairine de Cleyre, si chère à mon cœur : « La guerre sociale se poursuivra, malgré toutes les déclarations hystériques de tous ces individus bien intentionnés qui ne comprennent pas que les nécessités de la Vie puissent s'exprimer ; malgré la peur de tous ces dirigeants timorés ; malgré toutes les revanches que prendront les réactionnaires ; malgré tous les bénéfices matériels que les politiciens retirent d'une telle situation. Cette guerre de classe se poursuivra parce que la Vie crie son besoin d'exister, qu'elle étouffe dans le carcan de la Propriété, et qu'elle ne se soumet pas. Et que la Vie ne se soumettra pas¹⁰. » **N.B.**



1. Il est disponible ici : hm-treasury.gov.uk/stern-review_index.htm

2. « Stern takes bleaker view on warming », *Financial Times*, 17 avril 2008. heatisonline.org/contentserver/objecthandlers/index.cfm?ID=6887&Method=Full

3. Voir : 350.org/dia.php

4. Les résultats ont paru en mai dans le *Journal of Climate* de l'American Meteorological Society.

5. On peut les voir ici : web.mit.edu/news-office/2009/roulette-0519.html

6. Pour comprendre ce marché aux carbonnes, je suggère : stwr.org/climate-change-environment/-carbon-trading-a-brief-introduction.html

7. Consultez : thebreakthrough.org

8. Leur site Internet est : climatecamp.org.uk

9. Howard Zinn, « A flash of the possible », *The Progressive*, vol. 64, n° 1, janvier 2000.

10. Voltairine de Cleyre, *De l'action directe*, à paraître chez Le Passager Clandestin, Paris, 2009.

Deux planches, trois clous

Le bon label

Sa Grandeur l'Abbé Faisant sa grosse commission Sur la lande fanée

(Buson, peintre et haïkiste japonais du XVIII^e siècle)

Acte I^{er}

« Prions, prions, prions! » meuglaient les vaches dans les prairies d'Albion. Même pour des non-papistes, ça interpelle. Coups de filet dans les troupeaux, interrogatoires saignants, et les meneuses se sont vite mises à table: elles étaient folles. Folles d'un certain Creutzfeldt-Jakob, qui faisait trembler les moutons et s'écrouler les vaches (de mettre leurs pattes dans le même sabot). C'est ainsi que débuta outre-Manche, à la fin des années 80, cet heureux temps où crier à tout bout de champ « Mort aux vaches! » était politiquement correct.

Mais pas de ça chez nous, bien sûr! Au pays de Descartes, nos vaches à nous, Monsieur, ne sont nourries qu'à la Raison, et, dans les champs et les étables, la Marguerite, la Blanchette, la Noiraude ou la Lily continuaient à tailler des bavettes avec l'esprit de géométrie. Le consommateur devait en être convaincu et pouvoir s'en remettre à cet indice incontestable de qualité: le caractère français de la viande. La profession créa illico un label VBF (viande bovine française), dont le slogan, ô combien rassurant, était « Veau [ou boeuf] né, élevé et abattu en France ».

Quel formidable raccourci: à peine le veau sort-il la tête du cul de sa mère qu'il pourrait presque déjà apercevoir le bout du pistolet électrique qui le foudroiera plus tard. De quoi vous faire devenir végétarien, non? Et pour quelle symbolique ce résumé tragique d'un destin de veau? Pour celle de la France, tout à la fois lieu et motif d'une consommation sûre. Consommateurs, ayez la foi du charbonnier pour le foie de veau français!

Une catastrophe chassant l'autre au box-office des informations, les moutons ont fini

par ne plus trembler, les vaches ont recouvré leurs esprits et les bouchers n'ont pas toujours renouvelé leurs étiquettes « VBF ».

Acte II

Me voici, plusieurs années plus tard, à un mariage « complet », comme les kebabs: salade, tomates, oignons, viande, frites, et sauce blanche sur le pain. En l'occurrence, la sauce blanche consistait en la cérémonie à l'église; papiste et de la tendance triste et douceureuse pour être précis. Je ne défends certes pas les Églises, mais à combattre, je préfère la religion assumée, avec son vrai discours sur la transcendance et la masculinité, fondements de ses schémas de domination, et non pas les discours pseudo consensuels, et d'autant plus perfides.

On se levait, on s'asseyait, on se relevait, certains chantaient, on se rasseyait. Quelques monstruosité banales sur Dieu à l'origine de tout et l'Amour plus grand que l'amour (sic). À ce dernier égard, la première lettre de saint Paul aux Corinthiens se termine par une polysémie révélatrice. Après avoir prêté à l'amour les vertus morales et sociales les plus hautes, la phrase de fin assène: « L'Amour ne passera jamais. » L'acception de passer pour disparaître étant plus désuète que celle d'avancer ou franchir, on crut entendre à ce moment-là une inversion des premières campagnes contre le sida (« Le sida, il ne passera pas par moi »). Du pape au dernier des curetons, le vrai message de l'Église catholique est, de fait: « L'Amour, il ne passera pas par moi! »

Hormis ce moment quasi luciférien, l'ennui l'emportait et je peinais à le combattre mentalement en me remémorant les tentures de la Bible surréaliste de Gisèle Prassinos, merveilleuse œuvre féministe en ce qu'elle va combattre le principe de transcendance masculine directement dans les représentations traditionnelles des récits biblique et évangéliques, pour y replacer notamment des références plus proches du mythe originel féminin de la Grande Déesse: son principe de vie à la base (dans tous les sens du terme) sans recours à des schémas de domination*.

Vint la liturgie eucharistique avec l'anamnèse (qui comme chacun sait est constituées par les prières à la mémoire de la Passion, de la Résurrection et de l'Ascension). D'une oreille



dis-
traite,
j'entendis

ceci: « Christ

est venu, Christ est né, Christ a souffert, Christ est mort, Christ est ressuscité, Christ est vivant, Christ reviendra, Christ est là. » Surgit alors la vision du label VBF, que je substituai mentalement en: « Christ né, élevé et abattu en France! »

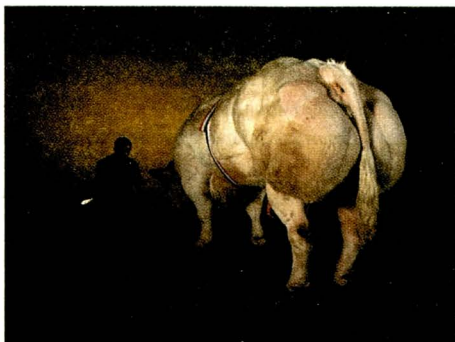
Quelle vision réjouissante pour un anticléricalisme paillard, au demeurant fort cohérent vis-à-vis d'une religion qui revendique le cannibalisme à travers l'eucharistie. De quoi vous faire redevenir carnivore, non?!

Anarchistes et athées de tout poil, n'ayez plus peur de la maladie de Christfeldt Jakob! Exigez et consommez la VCF, Viande de Christ Française, certifiée de Christ né chez les faibles d'esprit français, élevé dans les églises françaises, et abattu dès que possible par des anticléricalismes de France.

Ami lecteur, bon appétit! Et ensemble scandons: tous les prophètes à l'abattoir!

Cettia Cetti

Groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste



*. Se procurer absolument le livre *La Bible surréaliste* de Gisèle Prassinos commentée par Annie Richard, Éditions Mols, 2004 (disponible à la librairie du Monde libertaire, librairie-publico.com)

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du site federation-anarchiste.org

Ruesta, environnement, faune, flore



Daniel Pinós

RUESTA SE TROUVE DANS la province de Saragosse, dans la contrée des Altas Cinco Villas, aux portes des Pyrénées de Navarre et de Huesca. Ruesta se trouve à une altitude de 554 mètres au-dessus du niveau de la mer, les montagnes qui entourent le village se trouvent aux environs de 1 000 m. La sierra de Leyve au nord et la Peña Musera au sud abritent l'enclave rocheuse sur laquelle est construit le village. Il domine la vallée et le lac de Yesa.

Le climat est typique de la basse montagne, de légères gelées l'hiver, des printemps et des automnes doux et parfois pluvieux, et des étés chauds.

Nous sommes dans les pré-Pyrénées, une région où l'on trouve une grande variété d'espèces animales et végétales. La forêt est une forêt atlantique, avec de nombreux pins, on peut y voir de près de nombreux rapaces, des aigles et notamment les derniers quebrantahuesos vivant dans la péninsule Ibérique. Ce sont des gypaètes, de très grands rapaces qui se nourrissent de charognes et de rongeurs, ils ont été exterminés pratiquement dans toute l'Europe.

Histoire

Les musulmans ont érigé la forteresse de Ruesta, avec ses deux tours sarrasines, et l'ont

abandonnée au X^e siècle. Les Navarros, les habitants de la Navarre, ont ensuite construit, près de la frontière, le monastère de Saint-Jean de Ruesta et de 1016 à 1018 ils reconstruisirent la forteresse. En 1054, le roi de Navarre concéda le village de Ruesta au roi d'Aragon. À partir de là, Ruesta joua un rôle important dans la défense du canal de Berdun. En 1283, l'infante Alonso demanda aux habitants de Tiermas et de Ruesta de fortifier les villages. L'église de Ruesta était très importante.

Cette localité fut abandonnée en 1959 lors de la construction du barrage de Yesa, ce qui entraîna l'inondation des terres de culture qui constituaient alors le mode de vie de ses habitants. Le village de Ruesta ne figure sur aucun guide ou aucune carte. Lorsque le gouvernement de Franco a noyé leurs terres sous les eaux d'un lac de retenue, les 600 habitants du village perché sur la colline sont partis, ils ont été relogés de force, troquant leurs demeures pour le béton et le bitume. Les vieux en sont morts rapidement, les autres ont fait mine d'oublier. C'était le progrès, financé par les Américains, mis en œuvre par le franquisme.

Dans les années qui ont suivi l'évacuation du village, les paysans et les brocanteurs des alentours sont venus lui arracher tout ce qui pouvait encore servir : tuiles, portes, volets,

fenêtres, etc. Village fantôme, Ruesta est bientôt devenu village en ruines.

En juin 1988, la Confédération hydrographique de l'Èbre (CHE) céda l'exploitation de Ruesta à la Confédération générale du travail (CGT)* de l'Aragon, une cession qui faisait partie de la politique de la CHE pour la récupération de noyaux ruraux abandonnés à cause de la construction de barrages.

En novembre 1992, on prorogea pour cinquante ans la cession, qui comprenait l'ensemble urbain et quelques centaines d'hectares du mont entourant le village.

En plus du village intra-muros, la CGT a reçu la gestion d'un grand nombre de terres de la montagne, mais aussi de terres cultivables. Aujourd'hui un litige existe à propos des terres qui ont été cédées. Les municipalités et certains particuliers des alentours aspirent à exploiter ce précieux patrimoine cédé à la CGT, classé – il faut le préciser – « patrimoine de l'humanité » par l'Unesco. Tout cela a une relation avec les investissements qui auront lieu dans la région quand le projet d'agrandissement du lac de Yesa aura été ou non réalisé par la Confédération hydrographique de l'Èbre.

Aujourd'hui, la CGT, en relation avec l'Association d'action publique pour la



défense du patrimoine aragonais et avec les municipalités de plusieurs villages environnants, se bat afin d'empêcher l'agrandissement du lac de Yesa qui verrait de nouvelles terres inondées, le camping géré par la CGT notamment. Mais aussi le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle reconnu par l'Unesco « patrimoine de l'humanité ». Le chemin au nord disparaîtrait totalement et le chemin au sud serait altéré sur plusieurs kilomètres. La faune et la flore à l'état sauvage depuis 1959, depuis que les terres ne sont plus cultivées, seraient en partie détruites. Il faut dire que, du fait de la disparition de l'agriculture, de nombreuses espèces animales et végétales sont protégées dans la région et l'on a vu réapparaître des espèces anéanties ailleurs. Une action est menée aujourd'hui en direction de l'Unesco et du gouvernement d'Aragon pour que le projet d'agrandissement du lac soit arrêté.

Le fait n'est pas exceptionnel: d'autres confédérations syndicales se sont ainsi vu confier des villages abandonnés, en respectant un certain nombre d'engagements en matière d'activités sociales, de réhabilitation du bâti, de protection de l'environnement, etc.

Accueil

Située sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, l'auberge de Ruesta accueille les randonneurs et les pèlerins, ainsi que des anarcho-syndicalistes de la CGT-E, comme de tous les coins du monde. Un mélange étonnant de prime abord mais, pour y avoir séjourné une semaine, je peux dire que la cohabitation se déroule très bien. L'équipe chargée de la gestion des auberges et du restaurant est aujourd'hui composée de six personnes, toutes membres de la CGT. Le village abrite aussi divers séminaires ou journées de travail et de formation de la CGT. Mais l'ambition est plus vaste...

Réhabilitation

La gestion du projet de réhabilitation de l'ensemble du village a été confiée à un groupe de travail composé de militants de la CGT, avec à sa tête un coordinateur de la région aragonaise.

La CGT, en collaboration avec l'Ordre officiel des architectes de l'Aragon, réalisa un projet de réhabilitation qui a été finalement mené à bien en plusieurs phases avec des financements publics. En août 1993, on conclut la première action sur l'ensemble urbain en récupérant la maison Casa Valentín, aménagée en auberge et, en 1995, on inaugura une deuxième auberge, Casa Alifonso. Toutes les deux font partie du réseau du chemin de Saint-Jacques.

En 2000, on inaugura le Centre d'interprétation du chemin de Saint-Jacques, où l'on réalise, parmi d'autres activités, une étude de la flore et de la faune de la région, et la Casa de Cultura (maison de la culture), des espaces ayant une salle de conférences, une salle audiovisuelle et une bibliothèque. Au bord de la rivière, il y a l'aire de camping – 16 000 mètres carrés de surface – ayant capacité pour 200 personnes, complètement plantée d'arbres et entourée de végétation. Le camping est traversé par une ancienne route jacquaire dont il reste des vestiges du pavé et du pont. Le village a aussi un bar, un magasin et des terrasses avec des vues merveilleuses.

Dès que la Confédération hydrographique de l'Èbre prendra définitivement position sur l'agrandissement du lac, la CGT en collaboration avec l'Ordre officiel des architectes de l'Aragon et avec l'aide financière du gouvernement d'Aragon, réalisera une nouvelle tranche de travaux qui devrait s'achever fin 2011. Elle comprend la réhabilitation d'une grande maison à l'entrée du village, appelée la Casa Palacio Lacacena, qui devrait devenir une auberge un peu plus confortable que les auberges qui existent actuellement, avec des chambres pour une, deux ou trois personnes et des salles de bains. Un projet qui comprend aussi la réhabilitation de l'église Santa-Maria-de-Ruesta, datant des ^X^e et ^{XI}^e siècles. La CGT a pour projet de la transformer en salle de concert où pourraient être organisés un festival d'été et de nombreuses activités culturelles (expos, projections, réunions en tous genres).

Loisirs

La proximité du lac du barrage de Yesa et la possibilité de réaliser des excursions dans les environs et les vallées proches font de Ruesta un endroit idéal pour les loisirs. On peut aussi pratiquer de nombreuses activités comme les sports nautiques dans le lac de Yesa et dans les rivières Aragón et Gallegó, le deltaplane, l'alpinisme, les safaris photographiques et les visites touristiques et artistiques à des ensembles historiques proches comme Sos del Rey Católico et Uncastillo, le monastère de Leyre, entre autres, ou faire de courtes excursions à pied ou à vélo vers de beaux villages comme Los

Pintanos, à l'ermitage de Saint-Jacques-de-Ruesta, Saint-Sébastien ou le belvédère de Vidiella, ou même réaliser une étape du chemin de Saint-Jacques, de Ruesta à Undúes de Lerda.

Durant toute l'année et notamment les week-ends, il y a des cours et des activités de loisirs : des cours de percussion ou de danse africaine, des ateliers de magie, de calligraphie japonaise, de fabrication de marionnettes... On organise aussi des campements et des colonies de vacances, des programmes éducatifs et des excursions guidées pour groupes et associations.

Conclusion

La nouvelle équipe qui s'occupe de Ruesta entend bien renouer avec le projet initial : faire revivre ce village, y créer une activité économique, en faire un lieu de vie alternatif fonctionnant avec les principes du municipalisme libertaire.

Ruesta, avec ses 350 hectares de terres, ses paysages magnifiques et ses belles maisons à reconstruire, ne demande qu'à revivre. Nos camarades espagnols font valoir que bien des activités y sont possibles, aussi bien agricoles qu'agroalimentaires, mais aussi le tourisme ou les nouvelles technologies ou encore l'accueil des enfants en colonies de vacances, l'accueil des anciens qui aimeraient retrouver un peu de calme et cultiver leur jardin, la réouverture d'une école dans le village voisin, etc.

Ils tiennent beaucoup à ce que Ruesta devienne un lieu d'échanges et de rencontres internationales. Une belle occasion de passer quelques jours de vacances dans ce village et cette région magique.

C'est l'occasion de faire de belles rencontres avec des randonneurs et des amateurs de la nature. Si vous souhaitez vous ressourcer dans une ambiance pleine de chaleur humaine au contact de gens très généreux et très solidaires qui pourront vous servir de guides, faites une halte à Ruesta. C'est une fenêtre grande ouverte sur tout ce qui fait le charme et la beauté de l'Aragon, à travers un choix de balades splendides ! En un mot : une invitation à découvrir et donc à aimer les Pyrénées.

D.P.



Informations supplémentaires :

Asociación Nuevo Ruesta
C/Coso 157, local izquierda
50001 Zaragoza, Espagne
Tél. : 00 34 976 29 16 75 et 00 34 650 539 998
Auberge : 00 34 948 39 80 82
Adresse mail Paris :
soliruesta@gmail.com
Grille des tarifs disponible sur le site :
www.ruesta.com

* CGT-E: pour mémoire

La CGT espagnole est issue de la scission de la CNT, confédération anarcho-syndicaliste, en 1979. La CNT éclate alors en quatre organisations concurrentes. Ce sont des divergences stratégiques qui entraînent cette dispersion. Les responsables de la CNT, revenus de leur exil et qui ont connu la période de la révolution espagnole et de la guerre contre le franquisme, alliés à une partie des jeunes activistes impliqués dans la lutte pour la libération des prisonniers politiques mais qui désertent les entreprises, se replient sur un passé mythique et sont incapables de construire une organisation s'adressant aux travailleuses et aux travailleurs de plus en plus touchés par le chômage. D'autre part, on trouve des militantes et militants actifs en Espagne pendant la période franquiste et qui ont pour priorité la reconstruction de la CNT sur la base de sections d'entreprises et d'unions interprofessionnelles, tout en s'appuyant sur une forte identité libertaire, lorsque les « historiques » se replient de plus en plus sur des préoccupations identitaires. Les raisons de cette scission reposent aussi sur la question de la participation ou non aux élections professionnelles. La CGT défendant le principe que pour être présent dans les entreprises et rassembler les travailleurs il faut participer aux élections, la CNT-AIT, plus dogmatique, considère que c'est contraire aux principes libertaires. Les trois autres secteurs se réunifient à Valence en 1984. La CNT « renovée » perd le procès sur la récupération du patrimoine qui l'oppose à la CNT-AIT et, obligée de changer de nom, devient la CGT en 1988. Plus importante organisation libertaire au monde, elle est devenue au cours des années 2000 la troisième organisation syndicale d'Espagne derrière les Commissions ouvrières et l'Union générale du travail (proches du Parti socialiste au pouvoir) compte autour de 80 000 adhérents et représente un million de voix aux élections professionnelles. Implantée aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, elle s'efforce d'organiser également les salariés les plus précaires dans les secteurs des services en pleine expansion (télétravail), ainsi que les migrants et les migrantes surexploités avec ou sans papiers. Elle s'emploie par ailleurs à aider aussi bien au développement du mouvement libertaire que des mouvements sociaux et syndicaux autonomes en Amérique latine (Mexique et cône Sud), au Maghreb (Algérie et Maroc) et en Europe (Portugal).

Quand la prophétie échoue

UNE EXCELLENTE IDÉE : analyser ce qui arrive lorsque les disciples d'un prophète et le prophète lui-même reçoivent la preuve, la preuve indubitable, brutale, que le prophète se trompe. Car on n'a pas tous les jours la possibilité de se trouver sur les lieux quand l'an 2000 arrive, cependant que Madame Soleil a prédit à ses fervents disciples qu'ils monteraient tous au ciel avec elle ce jour-là, et de regarder, d'écouter comment les disciples et Madame Soleil réagissent à la continuation de leur présence sur Terre. Léon Festinger, un psychologue américain célèbre pour son concept de la « tendance à la réduction de la dissonance cognitive » (l'explication arrive, un peu de patience), a eu la chance, en 1954, d'être mis en contact avec une bande de zozos persuadés, d'une part, que de grands cataclysmes allaient se produire le 21 décembre de cette année-là, d'autre part, que leur prophète, une brave ménagère américaine, et ses disciples seraient emportés dans les soucoupes volantes vers un monde plus beau, plus noble et « d'une fréquence vibratoire plus élevée ».

Festinger et ses collègues devinrent donc disciples de la dame, Mariant Ketch, et notèrent assidûment ce qu'ils virent et entendirent chez cette femme qui savait que la fin du monde arrivait. Ils en tirèrent un livre aussi attristant qu'hilarant, intitulé *When Prophecy Fails* (Pinter and Martin, 8,99 livres). La théorie de « la tendance à la réduction de la dissonance cognitive » de Festinger peut se résumer à ceci : plus un élément cognitif (une idée, une notion, une croyance, une technique, etc.) a coûté d'efforts pour être acquis, moins il est abandonné facilement.

Donc, toutes choses égales par ailleurs, entre deux éléments cognitifs contradictoires (la Terre est plate, dit la Bible, la Terre est ronde, disent les photos de la Nasa; Saddam Hussein a la bombe, dit Dick Cheney, Saddam Hussein n'a pas la bombe, dit Saddam Hussein), celui qui a coûté le plus à acquérir, ou dont l'abandon coûterait le plus, prend le pas sur son adversaire. Lequel se voit rejeté ou déformé jusqu'à résolution apparente de la contradiction (les photos de la Nasa sont des truquages diffusés par les communistes, les émigrés irakiens confirment que Saddam Hussein est très méchant). Prenons un exemple de l'utilité de la tendance à la réduction de la dissonance cognitive pour les institutions autoritaires : pourquoi tant d'institutions dépendantes de la fidélité, de la dévotion de leurs membres semblent-elles vouloir décourager le recrutement en maintenant des pratiques aussi peu engageantes que les bizutages, les examens, les apprentissages

ou les études de très longue durée ? Parce que l'effort consenti pour surmonter le bizutage, ou réussir l'examen, ou tolérer d'interminables études, aura augmenté la valeur de l'entrée dans l'institution aux yeux de qui aura été bizuté, ou examiné, ou enseigné.

En outre, plus l'effort consenti aura été grand, plus quitter ou critiquer l'institution risque de rendre cet effort inutile.

Un objet cher mais utile nous semblera toujours moins cher qu'un objet du même prix mais qui s'avère inutile. Qui veut gaspiller ce à quoi il a sacrifié dix ans de sa vie, ou ce pour quoi il a souffert la terreur ou le ridicule ?

Combien d'énarques crachent sur l'ENA ? Combien de marines crachent sur les horreurs du boot camp ? Combien d'officiers français protestent contre les brutalités de Saint-Cyr ? Le gaspillage, ou plutôt la peur d'avoir gaspillé son effort, voilà le cœur du mécanisme de la réduction de la dissonance cognitive.

Festinger nous décrit par le menu la montée de la certitude chez M. et Mme Ketch, détaille au centimètre la solidité de la conviction chez les disciples (en relation exacte avec leur proximité sociale et émotionnelle avec les Ketch), et relate, avec une minutie d'entomologiste, l'épopée d'une des disciples, femme seule, moche et pas très intelligente, mais jalouse du prestige de Mme Ketch, qui décide qu'elle aussi reçoit des messages d'êtres à fréquence vibratoire plus élevée, quoique à la syntaxe un peu discutable et au vocabulaire parfois limité. Il faut lire les scènes où Mme Ketch et les autres disciples font du visiteur le plus banal, et le moins informé du désastre imminent, un envoyé des puissances invisibles, où ils veulent à toute force que le livreur de paquets apporte un message d'importance cosmique, ou encore que l'étudiant de Festinger recruté à la hâte parce que l'un des collègues est malade soit l'ange attendu.

Le clou est bien sûr la soirée du 21 décembre au cours de laquelle, habillés de vêtements sans fermeture Éclair ni bretelles (un message du cosmos a prévenu que tout métal, au contact des soucoupes volantes, brûlerait qui le porterait), les élus attendent l'atterrissage des soucoupes.

La morale de l'histoire ? Prévisible... Les disciples les moins impliqués sont partis. Mme Ketch et son mari continuent à prêcher la fin du monde, qui a été reportée pour des raisons techniques.

Nestor Potkine

vraiment chagriné de ne pouvoir emporter son téléphone portable dans les régions éthérées



RIRI

D'une Espagne rouge et noire



DE LA BELLE OUVRAGE! Je parle de la forme de ce livre, qui nous change d'un certain laisser-aller typographique.

Quant au fond, rien qui ne nous étonne quand on connaît *À contretemps*, le bulletin de critique bibliographique et d'histoire du mouvement libertaire qui paraît depuis 2001. Vous savez, cette publication qui n'a pas de prix, juste des frais...

Les Éditions libertaires ont décidé de lui consacrer une collection, par thèmes, en reprenant et rassemblant des articles de cette discrète et excellente revue. Une première livraison nous est proposée avec des entretiens de quatre militants historiques de la révolution espagnole de 1936*; ce que d'autres nomment maintenant « la guerre civile » des partisans de Franco contre les républicains, occultant ou dénigrant – et en faisant montre d'une totale mauvaise foi – une avancée sociale libertaire jamais vue dans l'histoire.

Quatre acteurs sont ici présentés avec la plus grande honnêteté et aussi avec juste l'empathie nécessaire à ce genre d'exercice pour que les entretiens qui suivent prennent un caractère particulièrement émouvant, même quand on ne partage pas tous les points de vue des protagonistes. Il s'agit de :

Diego Abad de Santillán (1897-1983), l'organisateur, l'historien, le journaliste, le philosophe qui n'aime pas la violence, qu'il trouve même anti-anarchiste, mais qui la justifie « quand le combat l'exige » et « l'admet au nom de la contingence historique... ».

Félix Carrasquer (1905-1993), l'éminent pédagogue qui déserta pourtant l'école dès l'âge de six ans, qui pensait que la « gymnastique révolutionnaire » que prônaient certains militants relevait de l'irresponsabilité et de la « fanfaronnade ». Pour qui ignore tout du fonctionnement des collectifs, du « salaire familial », de la suppression naïve de l'argent, de la structure archaïque de la famille qui vole

en éclats à ce moment-là, etc., et également des différentes expériences d'éducation vraiment originales, le témoignage de Félix Carrasquer et celui de sa compagne, Matilde, sont passionnants.

Juan García Oliver (1902-1980), garçon de café, le militant habitué des prisons qui devint... ministre de la Justice. Personnage étonnant, ambivalent, contradictoire, au franc-parler, grand organisateur. Et quand on lui demande comment il a pu être anarchiste et ministre, il répond :

« Dans le cas qui nous intéresse, l'anarchiste n'a aucun problème de conscience, pour la simple raison qu'il a cessé d'être anarchiste. »

José Peirats (1908-1989), briquetier et journaliste, puis ouvrier agricole, boulanger à l'occasion, et historien ; le « militant exemplaire », écrit *À contretemps*, qui fait « un peu de tout », et qui se méfie du « professionnalisme » des braqueurs de banques qui créent une « atmosphère très néfaste » dans le mouvement. Pour autant, il lui arriva de manier de son côté l'explosif. Ses propos antimilitaristes sont à relever :

« Et la meilleure manière de contrecarrer une armée, ce n'est pas nécessairement d'en former une autre en face [...]. Si [...] tu tentes de former une armée du même type, tu perdras à tous les coups. » « Tant que le soldat a, à ses côtés, un chef qui le commande, le poids de la discipline le fait obéir, même si le soldat est anarchiste. [...] Dans la camisole de force qu'est la discipline, le soldat n'est qu'une machine. S'il a une conscience, il tire avec plus ou moins de conviction mais il tire. [...] Sauf à vouloir se suicider, il est très difficile pour un soldat de ne pas respecter les ordres... »

Les militants de la Confédération nationale du travail (CNT), de la Fédération anarchiste ibérique (FAI), les « trentistes » scissionnistes – dont il faudra reparler – accompagnent les

acteurs de la scène historique et sociale de nos quatre héros.

La lecture, l'écoute de ces témoignages nous prend complètement. On ne juge plus. On ne prend plus partie : on devient des plus attentifs aux propos de ces survivants. La plupart des autres furent emportés dans la tourmente.

Nous les anarchistes, nous n'en finirons jamais avec l'expérience espagnole ; ou plutôt nous ne devrions pas en finir : il y a là une réserve d'idées, un trésor de pratiques à remettre au jour ; il y a là la richesse immense de la galaxie libertaire : il s'agirait maintenant, pour le lecteur français, d'y aller voir de plus près et de fouiller dans tout ce qui a été systématiquement ignoré, et quelquefois gâché par nous-mêmes.

Si la porte de l'Histoire s'est refermée brutalement par la victoire du fascisme qu'on a voulu combattre avec les mêmes armes que lui – pour être finalement vaincu – il devrait être encore possible d'y entrer par les fenêtres que nous ouvrirons.

André Bernard

Cercle Jean-Barrué, Bordeaux

* *À Contretemps*, D'une Espagne rouge et noire, entretiens avec Diego Abad de Santillán, Félix Carrasquer, Juan García Oliver, José Peirats, Éditions libertaires, 2009, 15 euros.

Fernand Gomez, 55, rue des Prairies, 75020 Paris.

A-contretemps@wanadoo.fr
acontretemps.org

Fracture sociale !

J'ai la droite qui s'déboîte,
Toute la gauche qui débauche,
Le MoDem qu'est tout blême,
Et le Front en forme d'étron ;

J'ai l'PC pas déglacé,
Le NPA qui s'oxyd'ra,
Les partis pas finis
Et des Verts aux sphincters ;

J'ai la CAF qui se dégrafe,
Le RMI qu'est démis,
Le RSA bien trop bas
Et l'salaire qu'est par terre.

Ah qu'c'est compliqué
En fait de n'avoir rien d'cassé,
Ah qu'c'est embêtant
Du coup d'y passer tout son temps !

J'ai l'Europe qui syncope,
L'hôpital qui m'fait mal,
La r'ligion en durillons
Et mes droits qui pisse-froid;

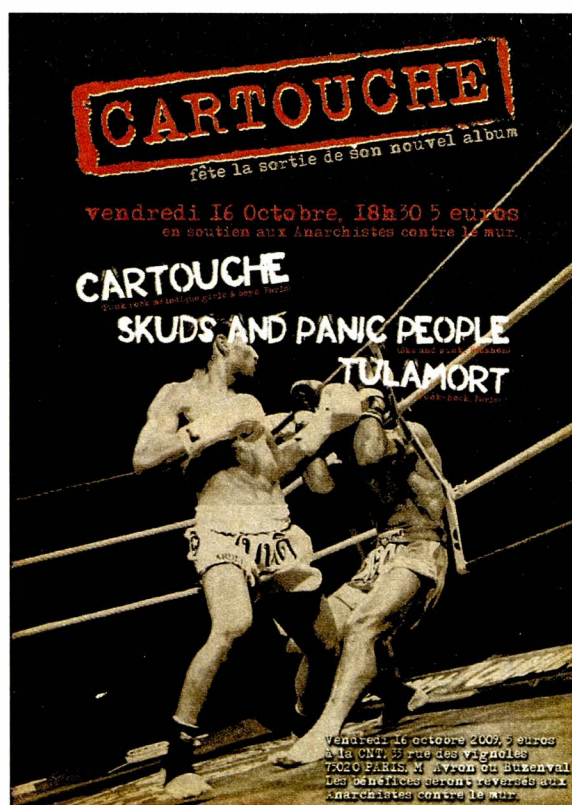
J'ai l'travail qui m'travaille,
L'syndicat tout flagada,
Le moral qui remballe
Et l'morlingue qu'est sourdingue ;

J'ai l'anar en pétard,
La manif qui s'rebiffe,
Le pavé énervé
Et l'slogan chaud-bouillant.

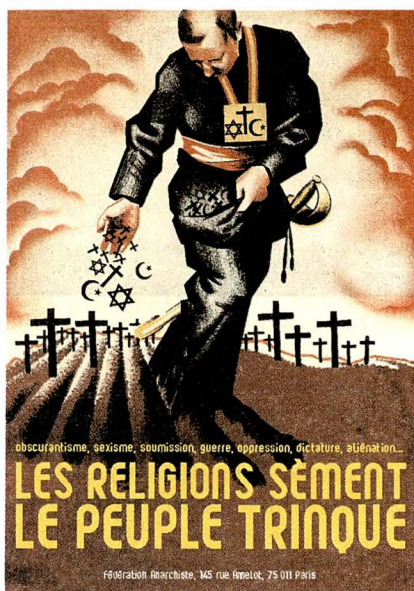
Ah qu'c'est compliqué
En fait d'garder sa liberté,
Ah qu'c'est embêtant
Du coup d'y laisser toutes ses dents !

Lolo Krokaga

Nouvel album de Cartouche



Vendredi 16 octobre 2009
à la CNT, 33 rue des Vignoles,
75 020 Paris, métro Avron ou Buzenval.
Entrée 5 euros.
Les bénéfices seront reversés aux Anarchistes contre le mur.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Aux lecteurs et lectrices du *Monde libertaire*

PRENEZ LA PAROLE ! Et venez réaliser avec nous le premier numéro du hors-série des lecteurs, à paraître le 24 décembre 2009, autour de la thématique :

Quelle alternative au capitalisme et à la social-démocratie ?

Afin de définir ensemble le contenu, vous serez les bienvenus au comité de rédaction public qui se tiendra le jeudi 29 octobre, à partir de 18h30, au Centre international des cultures populaires, 21 ter, rue Voltaire, à Paris XI^e.

Les rédacteurs de province et de l'étranger peuvent nous faire parvenir leurs textes avant le 30 novembre 2009 à l'adresse suivante :

Publico – ML des lecteurs – 145, rue Amelot, 75011 Paris, ou par mail :

mldeslecteurs@yahoo.fr

Précision : un article d'une page compte environ 5 000 signes typographiques (espaces compris). Afin de permettre le plus de points de vue possibles, nous demandons aux auteurs de limiter leurs textes à 15 000 signes maximum.

Tout type de contribution sera bienvenu : articles, poèmes, brèves, citations... Laissez libre cours à votre imagination !

Merci de nous communiquer un contact (postal, téléphonique, électronique) où nous pourrions vous joindre.

L'administration

Salon du livre anarchiste suisse

POUR LA DEUXIÈME FOIS en Suisse un Salon du livre anarchiste se déroulera en mai 2010 à Bienne. Comme nous nous retrouverons sur la frontière linguistique nous pouvons organiser encore plus que cette année à Winterthur. À part le changement de ville nous voulons pour cette réédition élargir le concept. Au programme nous prévoyons à côté de plusieurs dizaines de maisons d'édition, bibliothèques, distributeurs et organisations de nombreuses activités culturelles et politiques en plusieurs endroits fantastiques de cette petite ville entre le Jura verdoyant et le lac miroitant. Ce qui commença à germer à Winterthur pourra croître à Bienne : un salon multilingue comme point de rencontre d'anarchistes de toute l'Europe centrale et qui sait aussi d'ailleurs. Situé en plus dans les territoires de la légendaire Fédération jurassienne la tradition libertaire s'y perpétue. Malgré quelques 50 000 habitants il y a des squats, un centre autonome de jeunesse avec quarante ans d'histoire, le « Chat Noir » un des rares infokiosques anarchistes en Suisse, une cuisine populaire autogérée qui sert plusieurs repas chauds par jour et une imprimerie autonome... Grâce à sa situation géographique favorable c'est aussi un

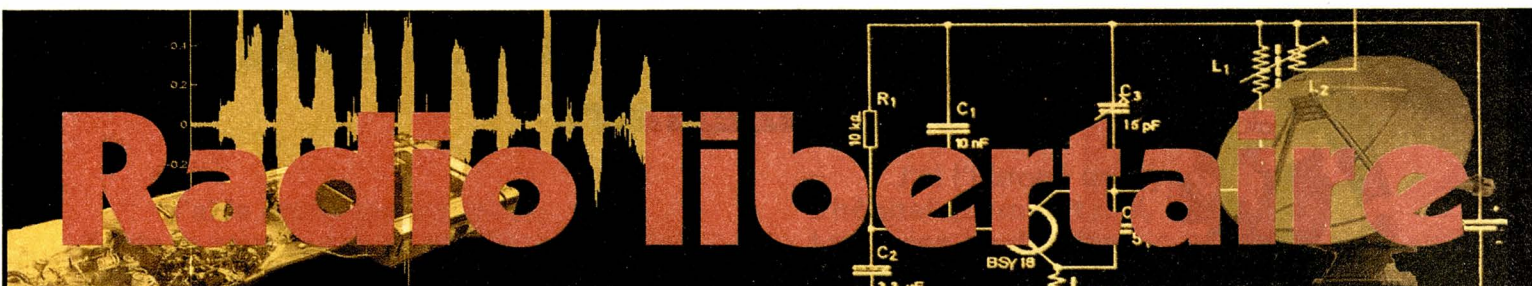
point de rencontre privilégié pour les anars de tout le pays.

Pour que ce Salon du livre devienne au moins un aussi grand succès qu'à « Winti » où pour une première fois bien 300 visiteurs et visiteuses purent être attirés, nous comptons bien sûr vous en tant qu'exposants et activistes. Contre une petite participation aux frais vous aurez non seulement la possibilité de participer au salon du livre, au cadre culturel et de faire la connaissance de gens d'ici et d'ailleurs mais aussi de présenter votre maison d'édition, votre bibliothèque, votre journal ou votre organisation à un large public. Le Salon aura lieu le samedi 15 et le dimanche 16 mai 2010 au CAJ la coupole. Nous mettons à disposition tables et hébergement. Il est possible de s'inscrire directement avec le formulaire qui se trouve sur notre site où vous pourrez aussi bientôt trouver des informations plus précises concernant le programme, les lieux et le salon en général.

Salutations bibliophiles.

Comité d'organisation du Salon du livre anarchiste Biel/Bienne 2010

salondulivreanarchiste.ch



Radio libertaire

Jeudi 15 octobre

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Bibliomanie (15 heures) Autour des livres.

Si vis pacem (18 heures) Emission antimilitariste de l'Union Pacifiste: La résistance à la guerre aux États-Unis, avec la War resister's league.

Les enfants de Stonewall - BodyFreaks (19 h 30) Thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

Entre chiens et loups (20 h 30) Art & Anarchie Arts plastiques, poésie, musique.

Vendredi 16 octobre

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Place aux fous (13 heures) Emission spéciale Frank Zappa.

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées underground de l'ex-Tchécoslovaquie influencées par Frank Zappa.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Emission de l'association Sat-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures) Travailleurs sociaux et professionnels du monde social.

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale...

Ca booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative.

Samedi 17 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Du nitrate dans le cassoulet sur fond d'explosion d'usine style AZF à Toulouse.

Chronique syndicale (11 h 30) Lutttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Rosa Luxemburg. Ombre et lumière* de Claudie Weill (Le Temps des cerises); le 31^e Festival du Cinéma méditerranéen de Montpellier.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique Latine.

Dimanche 18 octobre

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des Libres Penseurs.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie En direct et en public, aux studios Campus.

Des mots, une voix (15 h 30) Des mots, des auteurs. Dominique Dou, pour son livre *L'énergie de l'erreur* (éditions Dumerchez); et Zéno Bianu, pour son livre *Variations Artaud* (éditions Dumerchez).

Désaxés (20 h 30) Le ciné en zone libre.

Les liaisons dangereuses (Seppuku) (22 heures) Musiques étranges et aventureuses.

Lundi 19 octobre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) *Pourquoi faudrait-il punir?* Avec l'auteur Catherine Baker.

La santé dans tous ses états (18 heures) L'émission recevra quatre infirmiers de psychiatrie, pour un débat sur l'état de la psychiatrie aujourd'hui.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme. La revue Afrique XXI.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 20 octobre

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire.

Pas de quartiers (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel reçoit en direct Laurent Ott, pour débattre en direct de son livre *Rendre l'école aux enfants, mauvaises pensées d'un prof*. Tous à vos postes à galène!

Paroles d'associations (19 h 30) Les conditions de (non) vie en prison sont intolérables, avec Catherine, animatrice de L'écho des cabines.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Mercredi 21 octobre

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, Art et Politique.

Blues en liberté (10 h 30) Albert Collins, virtuose de Fender.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Femmes libres (18 h 30) Avec Maudy Piot de *Femmes pour le dire, Femmes pour agir* pour le Forum Femmes Travail Handicap prévu le 19 novembre.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Du 11 septembre au

23 octobre

Bruxelles (Belgique)

Deux centres de recherche de l'ULB (CIERL et CHSG) et la Haute École Francisco Ferrer (HEFF) ont pris l'initiative d'organiser les célébrations du centenaire de l'exécution de Francisco Ferrer. Détails des activités, manifestations et spectacles sur internet heferrer.eu et ou par téléphone (ULB-Carmen Louis 02/650.35 78) ou par courriel carmen.louis@ulb.ac.be

Jeudi 15, vendredi 16 et samedi 17 octobre

Limoges (87)

Mémoire à vif présente Vivre l'Utopie au cinéma Le Lido et au Théâtre de l'Union. L'Utopie, un rêve non réalisé mais non pas irréalisable. (Joseph Déjacque) - Films (documentaires et fictions) et débats sur les entreprises autogérées en Argentine et ailleurs, l'Espagne libertaire, les Diggers de San Francisco. - Spectacle musical sur la Commune de Paris avec Riton la Manivelle. Tous les renseignements sur: www.memoireavif.info

Vendredi 23 octobre à partir de 18 heures

Samedi 24 octobre

et dimanche 25 octobre de 9 heures à 19 heures

Saint-Etienne (42)

L'Autre salon, Édition 2009, organisé par les Syndicats de la Confédération Nationale du Travail de la Loire (Interpro, Éducation, Santé Social, PTT, Culture et Spectacle) Salle 15bis, Bourse du Travail. Téléphone-répondeur: 0477 257804. Détails des programmes: salonautrelibre@no-log.org

Jeudi 15 octobre

Le Mans (72)

20 heures. Qui était Francisco Ferrer? Réunion-débat animée par Michel Sans, à l'occasion du centenaire de la mort de ce pédagogue anarchiste et libre-penseur. Lycée Montesquieu, salle 711/712, 26 rue Lionel-Royer.

Paris XX^e

19 heures: Anarchistes contre le mur. Films et débat. Présence d'un militant du collectif des anarchistes contre le mur. Buffet, boissons, prix libre. CNT, 33, rue des Vignoles. M^o Avron ou Buzenval.

Vendredi 16 octobre

Besançon (25)

Café polar avec Didier Daeninckx. 18 heures. Signature à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz.

20h30. Conférence à la MJC Palente, rue des Roses.

Bordeaux (33)

20 heures Session HDA (histoire de l'art) *Photographies*: mise en place du programme et 1^{er} regards sur les problématiques et quelques œuvres. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Paris XX^e

18h30: Anarchistes contre le mur. Concert de solidarité avec Tulamort (punk rock, Paris), Skuds and Panic People (ska & punk, Roazhon) et Cartouche (punk rock mélodique girls & boys, Paris). PAF. CNT, 33, rue des Vignoles. M^o Avron ou Buzenval.

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston Couté, de la Fédération anarchiste, propose à l'Atelier 203, rue de Bourgogne, un débat sur le thème « Hiérarchie et pouvoir ».

Samedi 17 octobre

Bordeaux (33)

À 19 heures: W.E. anticarcéral. Concert de soutien à ABDALLAH prisonnier politique libanais avec

Mopish moment, la k bine, restauration sur place. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom, auteur de *Quand Marx, Engels et Lénine « flinguaient » les anarchistes* paru aux Éditions du Monde libertaire, à la librairie libertaire l'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire, quartier Croix-de-Pierre.

Paris XI^e

14h30, place de la Bastille: Manifestation nationale pour le droit des femmes. La Fédération anarchiste y sera présente. Rejoignez-nous!

Paris Ve

17h00, place Saint-Michel. Commémoration du massacre du 17 octobre 1961, là où la police française jeta des Algériens à la Seine.

Dimanche 18 octobre

Bordeaux (33)

16 heures: Table ronde autour du livre de Nadia Menenger *À ceux qui se croient libres*, l'Insomniaque, livre retraçant la vie d'un prisonnier social qui a passé 25 ans derrière les barreaux. Apéro dinatoire avec la chorale le Cri du peuple. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Mardi 20 octobre

Bordeaux (33)

20 heures: Débat: Anarchists Against The Wall en tournée de soutien financier. Rencontre avec Omer Sharif. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle Cinéma et anarchie de la Belle Époque à 1930. Second cours: Les avant-gardes libertaires. Présentation d'Isabelle Marinone, historienne du cinéma. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Débat/rencontre avec Justhom autour de son livre

Quand Marx, Engels, Lénine "flinguaient" les anarchistes

paru aux Editions du
Monde Libertaire



illustration : Aurelio

Samedi 24 octobre à 16h30
PUBLICO

LIBRAIRIE DU
MONDE LIBERTAIRE
145 RUE AMELOT, 75011
PARIS
Métros : République,
Oberkampf, Filles du Calvaire.
Entrée libre

<http://www.librairie-publico.com> +++ <http://editions.federation-anarchiste.org>